

## Évolutions macroéconomiques et financières récentes

L'économie de la Sierra Leone a souffert de la pandémie de COVID-19. Le PIB réel devrait se contracter de 2,7 % en 2020, après une croissance de 5,4 % en 2019. Cette baisse est imputable à la faible demande extérieure pour les principales exportations, en particulier les diamants, et à des baisses dans les secteurs de l'exploitation minière, des transports, du commerce et du tourisme. L'inflation devrait augmenter pour atteindre 17 % en 2020, contre 14,8 % en 2019, en raison des perturbations des chaînes d'approvisionnement et des restrictions de déplacement. Le déficit budgétaire devrait se creuser pour atteindre 5,7 % du PIB, contre 2,9 % en 2019, en raison d'un manque à gagner causé par le ralentissement de l'activité économique. La baisse des exportations entraînera un creusement du déficit de la balance des paiements courants, qui passera de 13,5 % du PIB en 2019 à 15,6 % en 2020. Fin septembre 2020, les réserves de change s'élevaient à 565 millions de dollars US (4,2 mois de couverture des importations), contre 506 millions de dollars US, soit 3,5 mois de couverture des importations en 2019. Le taux de change reste stable, à 9 845 SLL pour 1 dollar US fin 2020. L'encours de la dette publique a atteint 77 % du PIB le 30 novembre 2020, contre 70 % un an plus tôt. La Sierra Leone est classée comme étant à haut risque de surendettement, principalement en raison des risques accrus de solvabilité et de liquidité découlant de la pandémie de COVID-19. Le pays met en œuvre un accord de facilité élargie de crédit avec le Fonds monétaire international. Cette facilité prévoit de soutenir le programme de réforme des pouvoirs publics visant à créer une marge de manœuvre budgétaire pour financer les priorités politiques du Plan national de développement (PND).

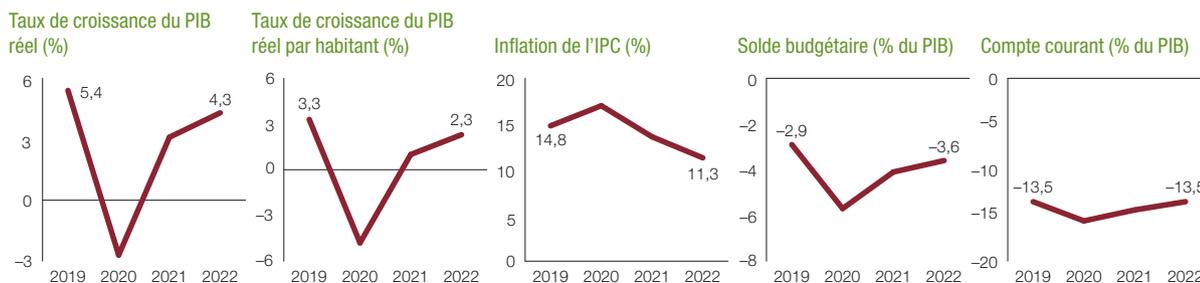
## Perspectives et risques

Les perspectives d'avenir reposent sur l'hypothèse d'une reprise complète de l'économie, avec la mise en œuvre des réformes politiques et structurelles en cours soutenues par

le PND, avec la poursuite du programme de relance économique et l'obtention d'une aide financière extérieure sous forme de dons, de prêts concessionnels, de suspension du service de la dette et de sa restructuration. Selon ce scénario, la croissance devrait s'accélérer pour atteindre 3,1 % en 2021 et 4,3 % en 2022. L'inflation devrait chuter à 13,6 % en 2021 et à 11,3 % en 2022. Le déficit budgétaire devrait se réduire pour s'établir à 4,1 % du PIB en 2021 et à 3,6 % en 2022. Enfin, le déficit de la balance des paiements courants devrait baisser à 14,4 % du PIB en 2021 et 13,5 % en 2022. Les risques de détérioration des perspectives proviennent des retards dans la réouverture complète de l'économie, d'un ralentissement potentiel de la demande mondiale et de la faiblesse de l'aide internationale destinée à compléter les efforts de relance de la croissance.

## Questions et options de financement

Le poids élevé de la dette, associé à une marge de manœuvre limitée en matière de politique fiscale et monétaire, pourrait à court terme limiter les efforts de la Sierra Leone visant à ramener la croissance à son niveau d'avant la crise. Le programme de facilité élargie de crédit, introduit avant la pandémie, continue d'orienter les politiques et la budgétisation en Sierra Leone. Le budget 2020, en particulier, a été ancré au PND. Malgré les crédits et les dons des institutions financières internationales effectués en 2020 pour aider le pays à répondre aux besoins urgents en matière de balance des paiements et de budget liés à la pandémie, le pays nécessite une aide financière extérieure accrue pour soutenir une reprise durable. L'aide extérieure pourrait viser à créer une marge de manœuvre budgétaire par l'allègement de la dette, la restructuration, la suspension des paiements au titre du service de la dette et les prêts concessionnels. Le pays devrait également, à moyen et long terme, compléter les efforts actuels de mobilisation des recettes intérieures en renforçant les réformes du secteur financier en cours pour soutenir la croissance du marché du crédit intérieur.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.